

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 148 (2003)
Heft: 12

Artikel: Entre la force de la loi et la loi de la force : quelle sécurité mondiale après l'opération "Irak"?

Autor: Bavoillot-Laussade, Richard

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-347207>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Entre la force de la loi et la loi de la force

Quelle sécurité mondiale après l'opération « Irak » ?

Il n'était pas besoin d'être grand clerc pour prévoir la réussite de l'invasion de l'Irak. En février 2003, seuls les facteurs temps et coût pouvaient être sujets à discussion. Ce fut comme si un éléphant survitaminé s'était acharné sur une souris anémiée ! Pas besoin non plus d'être Madame Soleil pour prévoir le borborygme dans lequel les Etats-Unis se sont vite enfoncés. Le syndrome de l'aventure vietnamienne était-il déjà trop loin ? Décideurs politiques et exécutants militaires, il est vrai, ne jouissent pas de la même mémoire.

■ Richard Bavoillot-Laussade

Bien que sévère, le jugement de Gerald Kauffman touche peut-être à la réalité. Pour ce travailliste britannique, George W. Bush est entouré et conditionné par des « conseillers dont le bellicisme n'a d'égal que l'illettrisme politique, diplomatique et militaire ». Ne dit-on pas à Washington que le secrétaire à la Défense « a prouvé qu'il était un piètre ministre de la Défense, mais qu'il s'est révélé un excellent ministre de la Guerre » ! N'est-il pas paradoxal que les va-en-guerre, Wolfowitz, Perle, Rumsfeld, Rice et autres faucons sont étrangers au monde militaire, tandis que celui qui a toujours cherché la voie diplomatique, le secrétaire d'Etat Powell, est un brillant militaire de carrière ?

A la guerre, c'est comme « en art, on peut tout faire... sauf n'importe quoi », un principe qui vaut aussi en politique internationale. Quelles que soient les explications ou les raisonnements justificatifs, les Etats-Unis semblent avoir passé outre l'adage attribué à Churchill. Le handicap majeur

chronique des dirigeants américains est de très mal connaître le monde. Si le pays est riche de spécialistes, universitaires et militaires, et fort de centrales de renseignement ou d'analyse de premier ordre, ces milieux professionnels semblent coupés de la haute politique. Il existe encore l'écran des conseillers ! Tout cela pose le problème de la préparation et de la sélection de la classe politique américaine, ainsi que des mécanismes qui hissent aux responsabilités suprêmes.

Des bombardements contestables et une guerre sans bataille

Grâce à un usage plus que massif des bombardements aériens, le corps expéditionnaire anglo-saxon n'a mis que deux semaines pour détruire ce qui restait d'infrastructures en Irak. La tactique américaine se limitait à pilonner massivement le pays, les positions et installations militaires, mais aussi d'autres structures, y compris des quartiers d'habitation, des « palais du pouvoir » pourtant désertés. De l'aveu d'un membre du Conseil national de sécurité

américain, les bombardements de Bagdad avaient à 70 % un but psychologique. Quoiqu'il en soit, les faits sont là, lourds de conséquences.

Les principales villes irakiennes, qui souffraient d'une décennie de privations, ont été martyrisées par le feu écrasant et peu sélectif de l'envahisseur. Militairement, la tactique américaine, visant à éviter toute véritable confrontation, a été d'une simplicité remarquable : écraser le pays en terrorisant indistinctement sa population. Lorsqu'on dispose de certains moyens matériels, on n'a certes pas besoin d'employer de fins stratèges, ni des troupes spécialement préparées !

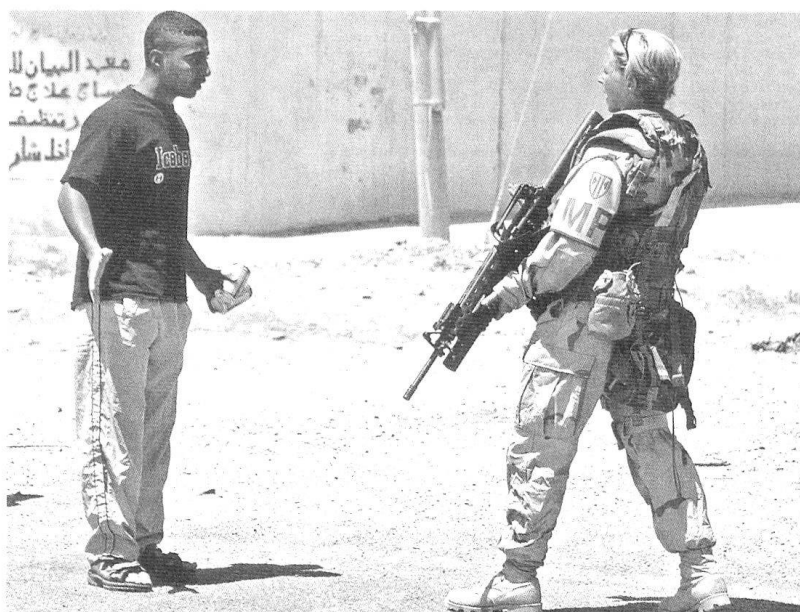
Au printemps 2003, les destructions en Irak ont été disproportionnées par rapport à l'enjeu tactique ; trop de civils sont morts. Les responsables des opérations militaires veulent casser le moral des Irakiens mais surtout faire des économies. Certains prétendent même que la propension américaine à détruire avait un autre mobile, celui d'accroître le potentiel de la future reconstruction de l'Irak, un marché pré-réservé à un

cartel d'entreprises américaines dans l'actionnariat desquelles on retrouve tout le *staff* Bush - Rumsfeld...

C'est d'ailleurs une guerre sans batailles, ce qui n'est pas la seule nouveauté de cette aventure. Il y aurait beaucoup à dire sur les manquements humanitaires et les graves violations du droit des personnes (des soldats irakiens en l'occurrence), dont les Américains se sont rendus coupables durant la conquête. Un voile pudique est tombé sur des agissements qui assombrissent la réputation de porte-étendard de la liberté et des droits de l'homme que l'Amérique prétend être. Les bavures touchant la population civile se multiplient depuis la fin des combats, surtout depuis que les soldats américains sont en «fibrillation».

Les Irakiens l'oublieront d'autant moins qu'après la guerre, trois mois ont suffi pour jeter leur pays dans le chaos et l'anarchie, malgré la présence d'un occupant qui s'est révélé inadapté, débordé et stupéfait, confronté aux harcèlements de la guérilla, aux sabotages et à une résistance diffuse qui n'a plus rien de passif. La révolte gonfle en Irak; c'est un consensus temporaire de frères ennemis, qui risque à terme de contraindre l'occupant à se retirer, laissant le terrain libre à une épouvantable guerre civile qui serait, bien sûr, attisée par certains pays voisins.

Face à ces sombres perspectives, la force d'occupation américaine est désarmée; la troupe perd confiance, ce qui est encore plus inquiétant. La politique



L'après-guerre en Irak: des rapports de haine «occupants-occupés», des attentats terroristes de plus en plus graves...

de la massue, les tapis de bombes n'ont aucun effet contre une guérilla insaisissable et un rejet de la population. Malgré ses proclamations, l'occupant n'a pas «remis le pays en marche», si bien qu'une profonde hostilité populaire a fait place aux espoirs de ceux qui avaient salué la fin du régime baasiste. Avant l'intervention, qui pouvait croire, malgré la lassitude, la peur et la haine nourries par certaines composantes de la nation à l'encontre d'un régime évanoui quoique toujours présent, que l'envahisseur «roumi» serait acclamé en libérateur, salué en bienfaiteur, adopté comme ami? Contrairement aux espoirs de George W. Bush, la mort des fils du *Raïs* n'a pratiquement rien changé au jeu, car seule l'élimination de leur père pourrait avoir une réelle importance pour l'avenir. Quoique!

Et la morale?

Etre d'accord ou pas avec l'opération américaine en Irak n'a pas grande importance dans l'appréciation des faits. La morale doit, elle aussi, être mise de côté, tant il s'agit d'un concept élastique, subjectif et rhétorique dans la dialectique politique: chacun a la sienne ou se la forge sur mesure. Les principes moraux que le gouvernement américain a avancé comme justification et légitimation d'une entreprise «illé-gale» n'ont d'égal que le pathos créé au Moyen Orient. Ne devrait-on pas savoir que rien ne distingue les effets d'une «guerre juste» de ceux d'une «guerre injuste», tant ces concepts sont intellectuels.

Juste ou injuste, un coup de canon produit des morts. Si Saddam Hussein avait disposé

de l'arme nucléaire tactique, les Etats-Unis l'auraient-ils attaqué? Un des effets du coup de force contre l'Irak pourrait être de mieux convaincre les «Etats canailles» à redoubler leurs efforts pour se doter d'un tel armement... Au défi de la prudence et de la réflexion géopolitiques à long terme, le coup de pied dans le nid de guêpes a eu lieu. Comment s'étonner de ses conséquences? Il n'y a jamais d'action sans réaction, une loi naturelle que l'Amérique n'a jamais prise en considération. Tout semble indiquer qu'elle sera victime de l'incendie qu'elle a allumé et qu'elle alimente.

Quant à la «guerre zéro mort», credo des nouveaux stratèges américains, elle a déjà rejoint le cimetière où repose sa sœur la «guerre chirurgicale». De jeunes soldats, pas spécialement préparés à la contre-guérilla, se font quotidiennement tirer comme des lapins. Cette donnée, qui influence le déploiement et l'état d'esprit du corps expéditionnaire, explique la fébrilité de la chasse au Raïs.

Armes de destruction massive en Irak?

Des dangers imminents que l'Irak aurait fait courir à la planète toute entière, aucun signe tangible, au delà d'une propagande outrancière! C'est aux Etats-Unis, au Royaume-Uni même et en Australie que les affirmations des dirigeants, ou leur complaisance, font l'objet d'une polémique justifiée, par conséquent de règlements de comptes politiques lourds de conséquences internes et inter-

nationales. L'intervention en cavaliers seuls des Etats-Unis et de leurs alliés en Irak était justifiée par un ambitieux programme nucléaire de Bagdad et une détention d'armes de destruction massive, que le président américain se dit «toujours déterminé» à trouver. Les langues se délient et les déballages peu ragoûtants se multiplient. On est passé des doutes au constat d'amplifications, voire de mensonges, surtout d'une légèreté politique de la Maison Blanche. Le concept même d'armes de destruction massive, forgé en 1995 par les Etats-Unis, apparaît comme un regroupement aussi illogique qu'artificiel de trois types d'armement.

Incapable d'obtenir la bénédiction de l'ONU, l'équipe Bush avait un absolu besoin de trouver une justification à une action programmée depuis des mois. Frapper le «méchant» et le «mauvais» avant qu'il ne détruise les «bons» et les «gentils» était la justification morale d'une intervention unilatérale en Irak. Aujourd'hui, George W. Bush, bredouille, ne se dé-

monte pas, puisqu'il affirme que la découverte des armes de destruction massive «va prendre un peu de temps»! Mais où sont donc les laboratoires de pointe, les complexes de production, les centres de stockage, les bases logistiques et autres bunkers secrets? Et on se souvient que les Etats-Unis disposent des plus vastes stocks d'armes de destruction de masse et, surtout, des meilleurs moyens d'en faire tactiquement usage!

Avec embarras et de notables contorsions, Washington et Londres tentent, depuis juin 2003, de répondre aux pressions à haute résonance médiatique d'une opposition politique fourbissant ses armes en vue des prochaines échéances électorales. Ce cafouillage américano-britannique ne calme pas une opinion publique déçue et inquiète devant la multiplication des funérailles militaires au pays. Le désarroi et le mécontentement chez les soldats engagés en Irak est, lui aussi, lourd de conséquences. A tout cela va s'ajouter pour les Etats-Unis un déficit budgétaire colossal, déjà estimé à près de 600 milliards



...les matériels lourds et hypersophistiqués ne suffisent pas à contrôler la situation...

de dollars pour la fin 2003, qui s'inscrit dans un climat de périlleuse fragilité du dollar.

La boîte de Pandore

Les Etats-Unis ont ouvert la boîte de Pandore et libéré un bien mauvais *djinn*, car cette guerre a transformé Saddam Hussein (mort ou vif) en héros légendaire de la nation arabe et en symbole de la résistance des faibles contre l'arrogance des forts. Au nom de la prévention, les idéologues américains ont jeté une citerne d'essence sur les braises qu'ils prétendaient neutraliser. Outre qu'elle sanctionne le divorce entre deux parties de l'humanité, l'aventure irakienne apparaît comme le ressort d'un désordre mondial, élargi et incontrôlable, si la communauté internationale ne rétablit pas le primat du droit et des instances internationales.

Or les gouvernants américains ne considèrent l'ONU que comme une chambre d'enregistrement, une autorité législative, voire un support logistique. Quant à l'OTAN, elle est utilisée par Washington comme le bras armé articulé de sa politique mondiale. Les néo-conservateurs américains ne sont pas sans rappeler les Habsbourg, qui revendiquaient le droit de gouverner seuls le monde entier.

La France a défendu le respect de la légalité et de la légitimité internationales, soit. Mais elle a pêché en ne proposant pas une solution alternative aux certitudes de l'administration américaine. Et que veut dire concrètement « rendre le pouvoir aux Irakiens », au vu



... la mobilité non plus.

de la situation interne? La volonté de laisser se terminer la mission d'inspection Blix ne contrebalançait pas le jusque-au-boutisme de George W. Bush, d'autant que le reste du monde libre, la « dés-Union européenne » au premier chef, apparaissait confus et désarticulé. Aujourd'hui, si un contre-projet cohérent et fédérateur ne voit pas le jour, si le terrain n'est pas occupé et le débat lancé, les Etats-Unis resteront seuls avec leurs certitudes, leur unilatéralisme et leur interventionnisme.

Le 22 mai, les sanctions économiques contre l'Irak ont été levées par le Conseil de sécurité à la demande des Etats-Unis, alors que le pays est occupé et démuné de toute représentation légitime. Cette mesure, bien que saluée comme juste et libératoire, révèle la gènérescence onusienne, puisque les Nations unies entérinent le « droit du hors-la-loi ». Washington a fait voler en éclat le système multi-

latéral mondial mis au point, cahin-caha, depuis le milieu du siècle dernier. Sur la scène mondiale, les Etats-Unis s'affirment comme l'hyper-puissance qui se hisse au-dessus de tout et de tous, et qui se place surtout hors-jeu du concert des nations.

Il y a quarante ans, de Gaulle se méfiait, avec agacement et ironie, du « bidule » et du « machin », car il voyait, dans l'ONU et l'OTAN, des paravents de l'entreprise hégémonique de l'Amérique sur le bloc occidental et sur l'Europe au premier chef. Etait-il si loin de la réalité?

Enlèvement?

Au-delà d'une agressivité de genre, l'ancien président de la République islamique d'Irak a exprimé toute l'absurdité de la situation. Commentant l'enlèvement de l'armada américaine en Irak, M. Rafsanjani déclarait le 1^{er} juillet: « Les USA sont un diplodocus doté d'une cervelle de poulet ». Derrière l'écran d'un pseudo gouvernement irakien, qui n'est qu'un clone de celui inventé à Kaboul l'an dernier, les Etats-Unis sont inquiets. L'occupation ne se déroule pas selon leurs plans. Non seulement la maintenance du pays est aléatoire, mais sa gestion et sa « remise sur pied », politique et économique, apparaissent comme des mirages. Le Conseil de gouvernement transitoire, qui ne représente que lui-même et la puissance occupante, ne sera qu'un paravent, même s'il devait être, plus ou moins formellement, reconnu par l'ONU.

Les dirigeants américains semblent ignorer qu'en Irak, pays inventé par les Occidentaux après la chute de l'Empire ottoman, il n'existe qu'une réalité socio-politique, les tribus. Contrairement à une opinion répandue, ce n'est pas la religion qui prime. Que cela plaise ou non, le seul ciment de la nation irakienne était jusqu'ici le parti baas. Un regroupement d'exilés «collaborationnistes», sans appui des chefs de tribu et sans une structure populaire d'unité nationale, ne pourra jamais gouverner le pays, après le départ des troupes d'occupation.

Désormais, les troupes victorieuses sont sur la défensive au point que, sous le feu critique du Congrès et de l'opposition, devant la perte de confiance de l'opinion publique, Washington a successivement envisagée un recours à l'OTAN, puis à l'ONU! On peut craindre que, pris au piège irakien, le gouvernement américain ne transmette la responsabilité de l'ordre public et de la sécurité au gouvernement transitoire irakien et ne replie ses troupes sur les champs pétrolifères. Verra-t-on naître un protectorat kurde au Nord et un «Koweït bis» au Sud? Il pourrait laisser se dépatouiller sur le terrain, face aux luttes fratricides entre baasistes et ayatollahs, les contingents polonais, lithuaniens, néerlandais, italiens et japonais, venus offrir leurs services à une Amérique victorieuse.

La situation est surréaliste: un pays occupant prend souverainement des décisions relati-

ves au pays qu'il occupe, alors qu'il ne saurait se prévaloir des prérogatives que le droit de la guerre accorde au vainqueur (agressé) d'une guerre déclarée sur l'agresseur occupé. Non contents de l'illégalité de leur situation, les États-Unis veulent maintenant que, selon leurs indications exclusives, la communauté internationale s'engage dans la pacification et la sécurisation, le redressement et la reconstruction d'un pays dont elle a reconnu l'agression.

Et la sécurité mondiale? Joseph Nye est l'un des rares analystes d'outre-Atlantique à avoir récemment proposé une analyse froide et pragmatique de la situation irako-américaine. Cet ex-vice-secrétaire à la Défense pose la question première, qui découle du pathos afghan et irakien: qu'en est-il de la guerre que conduit l'Amérique contre le mal, de cette croisade perpétuelle contre un «terrorisme mondial», qui n'est pas plus présent en Irak que les armes de destruction massive?

La *pre-emptive action*, bras séculier de la néo-doctrine unilatéraliste, aussi approximative et glissante que le fut l'ingérence humanitaire, n'a-t-elle pas été jugée complexe et dangereuse par un Harlan Ullman? La défaite du *Rais* mésopotamien en 2003 pourrait bien se transformer à terme en une victoire de Binladin ou, pour le moins, de ses idées et de ses méthodes, à cause de l'onde de choc incontrôlable que l'affaire irakienne provoque au sein du monde arabo-musulman. Ne serait-ce pas le paradoxe des paradoxes

si, mort ou vif, Saddam Hussein devenait un jour le premier résistant à un nouvel ordre mondial globalisé? Croquant se sécuriser en se rassurant, l'Amérique, blessée le 11 septembre 2001, n'a fait que suralimenter le réservoir de haine ou d'irritation qu'elle suscite depuis un quart de siècle, un peu partout sur la planète.

Prétendant lutter seule et selon des méthodes expéditives contre le terrorisme, l'Amérique musclée ne se rend pas compte qu'elle engraisse l'humus du phénomène, et que sa violence fournit une justification à la violence. L'Amérique est-elle plus en sécurité après la chute du diable Saddam?

S'il existe une réelle volonté mondiale de sortir de «l'impasse-engrenage», la seule voie praticable consiste à retourner à la légalité onusienne. Les interventions de MM. Bush et Chirac, le 23 septembre à l'ONU, ont posé l'enjeu. Il faut maintenant choisir une des deux visions, en évitant deux pièges mortels à terme: le compromis replâtré et le statu quo glissant. Pour se dégager de l'ornière dans laquelle s'est enlisé le «système-monde», les intentions ne suffisent plus. Les responsables politiques doivent restaurer au plus tôt «la force de la loi contre la loi de la force», l'enjeu crucial mis en évidence le 24 février par Monseigneur Jean-Louis Tauran, responsables des affaires étrangères du Saint-Siège.

R. B. L.
(Septembre 2003)